

Arrêté n° 12741 MEA du 24 novembre 2021 portant délégation de signature à Mme Valérie Bépoix, chef du service de la direction du travail

(NOR : TRA2160014AM-1)

Paru in extenso au journal officiel n°96 N du 30/11/2021 à la page 28520 dans la partie Ministère de l'éducation, du travail et de la modernisation de l'administration

Version en vigueur au 30/11/2021

Le ministre de l'éducation, du travail et de la modernisation de l'administration, en charge du numérique,
Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;
Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;
Vu l'arrêté n° 660 PR du 23 mai 2018 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation, du travail et de la modernisation de l'administration, en charge du numérique ;
Vu l'arrêté n° 1414 CM du 10 septembre 2020 relatif au régime des délégations de signature ;
Vu la circulaire n° 6125 PR du 15 septembre 2020 relative au régime des délégations de signature du Président de la Polynésie française, du vice-président et des autres membres du gouvernement ;
Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;
Vu l'arrêté n° 2385 CM du 23 décembre 2010, portant création et organisation de la direction du travail ;
Vu l'arrêté n° 279 CM du 27 février 2019 portant nomination de Mme Valérie Bépoix en qualité de chef du service de la direction du travail,

Arrête :

Article 1

Délégation de signature est donnée à Mme Valérie Bépoix, chef du service de la direction du travail, à l'effet de signer au nom du ministre de l'éducation, du travail et de la modernisation de l'administration, en charge du numérique, dans la limite de ses attributions, les actes courants et les correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5, 1.6 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 susvisée.

Art. 2

Mme Valérie Bépoix est en outre habilitée à signer, au nom du ministre de l'éducation, du travail et de la modernisation de l'administration, en charge du numérique, des actes concernant :

- 1° La gestion courante des agents placés sous son autorité ;
- 2° L'attribution de congés annuels et autorisations d'absence, à l'exception des autorisations d'absence pour participer aux manifestations sportives, des agents placés sous son autorité ;
- 3° Les notations et propositions de bonification ou de réduction pour les avancements à l'ancienneté, des agents du service ;
- 4° Les sanctions disciplinaires, jusqu'au blâme inclus, infligées aux agents placés sous son autorité ;
- 5° Les ordres de déplacement dans la Polynésie française et la prise en charge des frais de transport et de bagages des agents placés sous son autorité ;
- 6° La délivrance de certificats administratifs ;
- 7° L'instruction des demandes d'agrément et d'habilitation, en application des dispositions du code du travail ;
- 8° Le traitement administratif des demandes de dérogation temporaire au repos dominical ;
- 9° L'engagement juridique et comptable, certification du service fait et liquidation des dépenses, contrats et conventions imputés sur le budget de la Polynésie française (BP1) dans les matières relevant de la compétence de la direction du travail ;
- 10° La liquidation et l'ordonnancement des recettes ;
- 11° La gestion des subventions des organisations syndicales des travailleurs reconnues représentatives au niveau de la Polynésie française ;
- 12° La gestion des subventions des organisations syndicales d'employeurs reconnues représentatives au niveau interprofessionnel en Polynésie française ;
- 13° La certification du caractère exécutoire des décisions, contrats et conventions dans les matières relevant de la compétence de la direction du travail ;
- 14° Les engagements juridiques et comptables des conventions de formation des agents placés sous son autorité.

Art. 3

En cas d'absence ou d'empêchement du chef du service de la direction du travail, la délégation prévue à l'article 2 précédent, à l'exception des points 3 et 4 est dévolue dans les mêmes conditions à Mme Lovina Josserand épouse Joussin, adjointe au chef de service.

Art. 4

En cas d'absence ou d'empêchement du chef du service de la direction du travail, et de son adjointe, la délégation prévue à l'article 2, à l'exception des points 3 et 4, est dévolue dans les mêmes conditions à M. Alexandre Agusti, médecin inspecteur du travail.

Art. 5

L'arrêté n° 9939 MTT du 22 octobre 2020 est abrogé.

Art. 6

Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 novembre 2021.
Christelle LEHARTEL.